

*Attribution de temps*

TPS.» Mais ils se gardent bien de dire à la population canadienne ce qu'ils proposeraient à la place.

**M. Mills:** Ce n'est pas vrai.

**M. McDermid:** Sauf le «p'tit gars de Shawinigan», qui a déclaré: «Nous devons être sûrs. Nous ne pouvons la supprimer.»

**M. Gauthier:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Je ne crois pas que ce genre de mimique soit conforme aux usages parlementaires. Ce sont des moqueries. C'est un comportement contraire aux coutumes de la Chambre.

**M. McDermid:** Monsieur le Président, je dois rappeler aux députés que j'ai vu à maintes reprises Eugene Whalen se lever à la Chambre et faire la même chose. Je m'en voudrais de ridiculiser mon ami, M. Chrétien. Je ne faisais que l'imiter quand il a dit qu'il ne supprimerait pas la TPS s'il était élu chef du Parti libéral.

**M. Mills:** Ce n'est pas ce qu'il a dit.

**M. McDermid:** Bien sûr que c'est ce qu'il a dit. Que le député de Toronto parte de son siège d'arrière-ban et vienne à la première rangée et qu'il chahute tant qu'il voudra, ça ne m'empêchera pas de continuer mon intervention.

Les libéraux rejettent le projet, mais ils n'ont rien d'autre à proposer.

Quant à mes amis du parti socialiste, ils ont juré depuis le début—et on doit reconnaître qu'ils ont tenu parole—qu'ils prendraient absolument tous les moyens à leur disposition pour faire obstruction à ce projet de loi. Ils ne sont pas ici pour en débattre. Ils ne sont pas ici pour tâcher de l'améliorer, mais uniquement pour y faire obstruction.

Le gouvernement a été élu pour diriger les affaires du pays, et c'est ce qu'il fait. C'est pourquoi nous avons proposé une motion d'attribution de temps. Il est évident qu'ils ne tiennent pas à débattre du projet de loi de façon intelligente. Nous avons suivi un important processus de consultation au sujet du projet de loi. Nous consultons depuis de nombreuses années tous les secteurs de l'économie au sujet de la taxe sur les produits et services. Le temps est maintenant venu d'agir.

Le gouvernement a proposé des amendements pour améliorer le projet de loi. Ils émanent de suggestions et de consultations auxquelles ont donné lieu les travaux du

Comité des finances sous la direction compétente du député de Mississauga-Sud.

Voilà, je dois le dire, une autre chose qui dérange les députés de l'opposition. Le Comité des finances a un excellent président, mais ils ne l'aiment pas du tout. C'est dommage. Il a accompli un travail formidable, et les Canadiens le savent bien.

Je pourrais dire que le système des comités nous a permis de recueillir d'excellents témoignages. Les témoins nous ont recommandé des améliorations. Nous verrons ces améliorations dans les amendements qui sont proposés pour que la TPS s'applique mieux et de façon plus équitable dans notre pays.

Les gouvernements doivent faire des choix difficiles, prendre des décisions difficiles qui peuvent se révéler impopulaires auprès des citoyens, et nous le comprenons. Mais vient un moment où le gouvernement doit prendre une décision pour le bien-être économique du pays. C'est ce que nous avons fait.

J'ai lu avec grand intérêt ce matin les pontifes de la presse affirmer que notre caucus est en train de se disloquer, de se désintégrer, à cause de la taxe sur les produits et services. Il n'y a rien de plus faux. Le caucus du Parti progressiste conservateur appuie fermement le ministre des Finances et le premier ministre au sujet de la taxe sur les produits et services.

Vous savez quoi? Je vais vous le dire. Les membres du caucus se sont réunis régulièrement avec le ministre des Finances, de même qu'avec le président du Comité des finances, et ont fait quelques suggestions très positives qui ont permis d'améliorer la taxe sur les produits et services. Les membres de notre caucus ont été très productifs et très positifs dans leur approche. Ils n'ont pas manifesté le négativisme que nous observons chez les députés de l'autre côté de la Chambre, qui n'ont absolument aucune solution de rechange à proposer. Le Parti libéral ou le Nouveau Parti démocratique n'ont proposé absolument aucune solution qui tienne debout.

Je vous le dis, monsieur le Président, et je veux que les médias, de même que les libéraux et les néo-démocrates le sachent, le caucus du Parti progressiste conservateur appuie fermement le ministre des Finances et le gouvernement dans la motion d'aujourd'hui.

Nous surveillons ce qui se passe dans ces deux partis et dans leur congrès à la direction. Nous les voyons toujours lutter les uns contre les autres. Ils devraient faire leur